



# La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

**Spéciale Israël Palestine**

## **Pour la fraternité des peuples**

Le monde entier est bouleversé par ce qui se passe en Israël et à Gaza depuis le 7 octobre.

Il est bouleversé par les images de ces jeunes gens assassinés ou pris en otages alors qu'ils et elles écoutaient de la musique près de Gaza. Par le récit de ce qui s'est passé dans un kibboutz proche lui aussi de la bande de Gaza, un kibboutz où les habitants, dont des enfants, ont été assassinés ; assassinés pour les uns parce que considérés comme colonisateurs, pour les autres parce qu'ils étaient juifs ou juives. Dire cela c'est dire la gravité de ce qui a eu lieu. **Cela relève d'une politique de la terreur et de crimes de guerre.**

Le monde entier est également bouleversé par la vengeance aveugle du gouvernement israélien, dont on connaît l'orientation à l'extrême droite. Les bombardements d'objectifs civils (immeubles d'habitation, hôpitaux, écoles...), les habitant.es qui doivent fuir, mais n'ont pas de lieu où se réfugier, les milliers de morts et de blessés civils. Là aussi, ce sont des crimes de guerre tout aussi inacceptables. Tout cela n'est pas nouveau à Gaza, mais cette fois c'est pire et ce n'est pas fini. Cela doit s'arrêter. La population de Gaza doit être protégée.

## **Israël - Palestine : la catastrophe**

**C**e 7 octobre la situation au Moyen Orient a été transformée par l'attaque lancée depuis Gaza par des groupes armés palestiniens, notamment le Hamas. Cette attaque a réussi à perturber comme jamais la puissance israélienne et une population qui se croyait à l'abri derrière ses diverses protections militaires. Une perturbation d'autant plus inattendue que l'on avait, dans les chancelleries, oublié les Palestiniens, dont la cause semblait s'être perdue parmi les bouleversements du monde. Et qui subissent depuis des décennies la répression israélienne et le déni de leurs droits. Alors qu'en Israël s'était installé un gouvernement d'extrême droite, avec un discours d'une violence jamais vue dans le pays.

Mais cette action, qui a remis au premier plan la question palestinienne, a été l'occasion de massacres de masse, s'en prenant à des centaines de jeunes venus écouter de la musique ou à des membres de kibboutz assassinés, y compris les enfants. Ils ont été assassinés pour les uns parce que considérés comme colonisateurs, pour les autres parce qu'ils étaient juifs ou juives. Sans compter les prises d'otages. ENSEMBLE ! a condamné ces crimes inexcusables. Des crimes qui, au-delà de leur caractère insoutenable, font aussi reculer la cause palestinienne dans l'opinion internationale.

Nous condamnons également la riposte israélienne, qui s'en prend à toute la population palestinienne. Les bombardements et le blocage de Gaza sont contraires au droit international. Ils ne sont pas admissibles. Mais comment s'attendre à autre chose du gouvernement israélien ?

### **Quel avenir pour les peuples d'Israël et de Palestine ?**

L'avenir immédiat est évidemment très sombre. C'est l'affrontement aux dépens des populations civiles. C'est le sang et les larmes pour tous et toutes.

Mais, peut-on espérer qu'il sorte de cette catastrophe quelques bienfaits ? Le premier pourrait être à terme de se débarrasser de ce gouvernement israélien d'extrême droite, qui a montré son incurie et dont la politique, y compris de colonisation à outrance était il y a quelques mois encore contestée. La Résistance palestinienne pourrait se réorganiser en minorisant le Hamas, dont les actions ne font qu'amener plus de douleur pour le peuple palestinien.

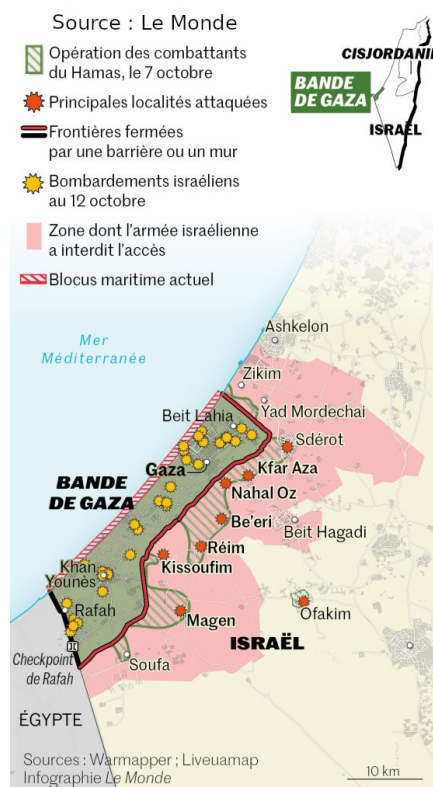
Quoiqu'il en soit, des perspectives positives ne peuvent venir que du rapprochement des peuples. Et de la compréhension par les Israéliens qu'ils et elles ne peuvent continuer à ignorer les revendications légitimes des Palestiniens, qui attendent depuis trop longtemps qu'il leur soit fait justice et que leurs droits fondamentaux soient établis.

# Gaza, une étroite bande de terre surpeuplée

La bande de Gaza est un quadrilatère de 41 km de long sur 6 à 12 km de large sur la côte de la Méditerranée orientale. Sa superficie est de 365 km<sup>2</sup>, soit deux fois la superficie des Hauts-de-Seine. Elle n'est reliée au monde que par deux points de passages (Erez avec Israël, au nord-est et Rafah avec l'Égypte au sud-ouest) dont l'ouverture est conditionnée par la situation politique.

Elle est peuplée de près de 2 300 000 habitants, soit une densité supérieure à 6 000 hab/km<sup>2</sup>, l'une des plus élevées au monde après Singapour et Hong Kong. Environ 70 % de cette population est formée des réfugiés chassés de leurs villes ou de leurs villages lors de la Naqba (1948-49) et de leurs descendants. En raison d'un fort dynamisme démographique, la population s'accroît rapidement et elle est donc très jeune ; de ce fait, le nombre d'actifs est réduit, d'autant plus que la majorité des femmes n'a pas d'activité professionnelle et que le taux de chômage est très élevé (45 %) ; l'aide internationale est donc fondamentale pour la population gazaouie.

Les ressources internes sont très faibles : l'agriculture ne nourrit qu'environ 10 % de la population, les activités principales sont le commerce et le bâtiment. Les nappes phréatiques, qui couvrent moins de 50 % des besoins, sont salées et polluées par les nitrates, les pesticides... Il n'y a aujourd'hui plus d'eau potable. Ainsi, Gaza est quasi totalement dépendante de ses voisins pour ses approvisionnements en nourriture, en électricité, en carburant, en eau potable, en matériaux de construction... principalement Israël.



## Quelques éléments sur ce qu'est le Hamas

Créé en décembre 1987, le Mouvement de la résistance islamique, ou Hamas, est issu de la Confrérie des Frères musulmans. Fondée en 1928 en Égypte par un instituteur pieux, Hassan al-Banna, cette dernière est une société secrète dont le but est de revenir aux préceptes originels de l'islam. Elle a une conception à la fois religieuse et politique de la religion musulmane. Dans les années 60 et 70, les Frères musulmans privilégiaient la ré-islamisation de la société à la résistance active à Israël qui, pour eux, était seconde. Cela convenait tout à fait à Israël qui les a longtemps soutenus pour contrer l'OLP (autorisation de la création d'une « Association islamique » dirigée par un cheikh infirme, Ahmed Yassine). Petit à petit, la question de la lutte armée devient plus prégnante chez les Frères et des cellules militaires sont formées au début des années 80.

Le Hamas joue un rôle important dans la première intifada, ce qui le rend populaire, d'abord à Gaza, puis en Cisjordanie. En 1988, le Hamas approuve une Charte qui refuse toute négociation avec Israël et prévoit, « face à l'usurpation par les juifs de la terre de Palestine », sa destruction par le *jihad* ; d'autres articles sont franchement antisémites, parfois inspirés par *Les Protocoles des sages de Sion*. Cette Charte, peu citée par les dirigeants du Hamas, a été amendée en 2017 (mais la version de 1988

n'est cependant pas formellement abandonnée); il accepte le principe d'un État palestinien dans les limites de 1967 et déclare que « résister à l'occupation par tous les moyens et toutes les méthodes est un droit légitime par des lois divines et des normes et lois internationales ».

Dans la logique de sa Charte, le Hamas s'oppose aux négociations de paix menées à Oslo, ce qui entraîne Israël à prendre ses distances avec lui en 1993. A partir de 1994, il se lance dans plusieurs campagnes d'attentats suicides qui amènent Israël à le réprimer violemment (assassinats ciblés à partir de 2004). Suite aux revers de la seconde intifada, il change de stratégie et investit les institutions palestiniennes issues des accords d'Oslo. Bien que minoritaire en voix, il obtient la majorité des sièges aux élections législatives de 2006. En 2007, son coup de force à Gaza lui permet d'établir un régime très autoritaire. Du point de vue financier, le Hamas est très largement soutenu par le Qatar pour sa gestion quotidienne). Il garde aussi une option militaire qui convient bien au gouvernement israélien pour qui le Hamas est le meilleur ennemi. En mars 2019, Netanyahu ne déclarait-il pas cyniquement, devant les députés du Likoud : « Quiconque veut contrecarrer l'établissement d'un État palestinien doit soutenir le renforcement du Hamas et le transfert d'argent au Hamas. Cela fait partie de notre stratégie ».

Pour en savoir plus, voir l'article "Origine et développement du Hamas" sur notre site

# Chronique d'une tragédie annoncée (1917-1967)

Partant du principe qu'il existe un peuple juif et que ce peuple a le droit de se constituer en nation et d'avoir son État, le sionisme politique organise entre les deux guerres, sous couvert de l'impérialisme britannique, l'installation en Palestine de centaines de milliers de colons juifs. Les étapes en sont connues. La Déclaration Balfour d'abord (2 novembre 1917) déclarant le Royaume-Uni favorable à l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif. L'établissement d'un mandat britannique sur la Palestine ensuite (25 avril 1920, approuvé par le Conseil de la SDN le 24 juillet 1922).

Nourri par l'antisémitisme, le sionisme est à la fois un nationalisme – créer une nation et un embryon d'État – et un colonialisme qui se traduit par l'établissement d'une colonie de peuplement. Une colonie sans métropole – les Juifs n'en ont pas – ce qui la distingue du modèle de la colonisation à l'heure de l'impérialisme. Sous l'impulsion du sionisme émerge une proto-nation parlant une langue qui renaît – l'hébreu – et dotée d'institutions propres et, même si la majorité des immigrants s'installent en ville, adossée à des achats de terres. Quand on regarde la carte des acquisitions de terre il apparaît que cela répond à une vision politique : constituer un territoire pour le futur état juif.

L'installation d'une colonie de peuplement sur une terre qui n'est pas « sans peuple » (contrairement au slogan que promeut le sionisme) ne peut qu'engendrer une réaction de rejet de la part des Palestiniens, devenus des colonisés. S'affirme ainsi, face à une proto-nation juive, une nation palestinienne dont la grande révolte de 1936-1939 est le véritable acte de naissance. Face à ce soulèvement les Britanniques, jusque-là été plutôt favorables au sionisme, publient un 3ème Livre blanc (23 mai 1939) réduisant l'immigration juive et la vente de terres et annonçant la perspective d'un État unitaire dans les dix ans. Une « déclaration Balfour » à l'envers comme le soulignent les sionistes, lourde d'un probable affrontement entre sionistes et Britanniques.

Et c'est dès la fin de la 2nde Guerre mondiale – dans le contexte de l'émotion consécutive à la shoah – que s'ouvre ce

conflit sur la question de l'interdiction de l'immigration qui débouche sur une lutte armée essentiellement conduite par les groupes paramilitaires. Face une situation qu'ils jugent inextricable, les Britanniques renoncent au mandat et remettent la question à la responsabilité de l'ONU (février 1947). L'Assemblée générale de l'ONU adopte alors un plan de partage de la Palestine (résolution 181, 29 novembre 1947) qui faisant la part belle au sionisme. Il est logiquement refusé par les Palestiniens et les États arabes.

S'ouvre alors une période de guerre. « Guerre civile » d'abord entre sionistes et Arabes de Palestine (1947-1948) puis guerre entre Israéliens – l'indépendance de l'État d'Israël a été proclamée le 14 mai 1948 – et États arabes (15 mai 1948-10 mars 1949) qui se termine par la défaite des Palestiniens puis des États arabes. Conséquence de cette défaite, 700 000 Palestiniens, pour la plupart contraints et forcés (opérations de la Haganah, massacres (Deir Yasin) ou peurs), quittent leur pays pour devenir des réfugiés.

L'indépendance d'Israël, réponse à la shoah, émerge au prix d'une tragédie pour les Palestiniens (la « naqba » (catastrophe ou désastre). Tragédie qui se prolonge par l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza à l'issue de la « Guerre des Six jours » (juin 1967). Pour les Palestiniens c'est un autre chapitre tragique qui commence : un nouvel exil ou bien la vie sous la tutelle israélienne dans des Territoires occupés soumis à une annexion rampante et bientôt à une nouvelle colonisation de plus en plus violente ; elle connaît son paroxysme avec l'actuel gouvernement israélien d'extrême droite



## Pour la liberté de manifester

Dans de nombreuses villes, des manifestant-es tentent de faire entendre pacifiquement leur indignation, leur solidarité avec les Palestinien·nes, notamment celles et ceux de Gaza, ou simplement leur exigence d'un cessez-le-feu immédiat. Mais toutes les manifestations de solidarité sont interdites sur ordre de Darmanin qui a annoncé l'ouverture d'une enquête pour « apologie du terrorisme » à l'encontre du NPA et de la députée Insoumise Danielle Obono. ENSEMBLE!, leur manifeste sa solidarité, même si leurs déclarations peuvent faire débat. Nous dénonçons cette manœuvre qui vise toutes les associations et organisations qui s'opposeraient aux discours officiels sur ce conflit.

En soutenant, sans nuances, la politique israélienne de représailles envers les Palestinien·nes, le Président de la République et son gouvernement risquent de provoquer de la division au sein de la société française.

Au moment où la population civile de Gaza vit dans la terreur sous les bombardements incessants et où celle de la Cisjordanie est attaquée, placée elle aussi en état de siège, ENSEMBLE! réaffirme son soutien au peuple palestinien et réclame le respect du droit humanitaire international qui protège les civil·es.

ENSEMBLE! dénonce les remises en cause des libertés démocratiques. Il exige l'annulation de la circulaire Darmanin interdisant les manifestations de soutien au peuple palestinien et la remise en liberté immédiate et sans sanctions des manifestant-es arrêté·es.

# Une crise aux conséquences considérables

L'enchaînement des événements depuis le 7 octobre et l'offensive de groupes armés palestiniens depuis la bande de Gaza constitue un séisme. Cela ne sera pas sans conséquences considérables pour la région comme, sans doute, pour le reste du Monde.

Dans l'immédiat, c'est le déluge de feu qui s'abat sur la population gazaouie : plus de 2200 morts civils, dont des centaines d'enfants, près de 10 000 blessés. L'ordre donné par l'armée israélienne de quitter le nord de la bande de Gaza prépare l'écrasement total de cette zone et de celles et ceux qui n'auront pas pu fuir ! Les crimes de guerre insoutenables commis par des attaquants palestiniens le 7 octobre ne peuvent aucunement justifier cette « riposte » brutale qui s'apparente à une nouvelle Nakba pour les gazaoui-es.

C'est aussi la mise sous état de siège de la Cis-Jordanie totalement fermée et livrée à la violence des colons et de l'armée israélienne (plus de 50 palestiniens tués en quelques jours). C'est surtout le risque de voir les colons et les courants fascistes israéliens pousser leurs pions vers l'annexion de la Cis-Jordanie. Alors qu'en Israël le mouvement démocratique commençait (timidement) à poser la question des rapports avec le peuple palestinien, « l'union sacrée » induite par l'état de guerre peut encourager colons et suprématistes à accélérer leur agenda, avec des conséquences incalculables.

On ne peut non plus exclure une extension du conflit armé, et pas seulement à la frontière entre Israël et le Liban. Les régimes arabes pourront-ils et pour combien de temps rester muets face à la tragédie qui se déroule ? Sans compter l'activisme d'un Iran, confronté à la révolte récente d'une partie de sa population et qui cherche à élargir sa zone d'influence. Il y a bien un risque d'embrasement de tout le Proche et Moyen Orient.

Les soubresauts de cette crise auront aussi un impact au delà de la région. L'alignement systématique des États Unis et de l'Europe sur les positions israéliennes, la logique du « deux poids, deux mesures » vont finir de saper toute confiance des peuples du Sud envers le « camp occidental ».

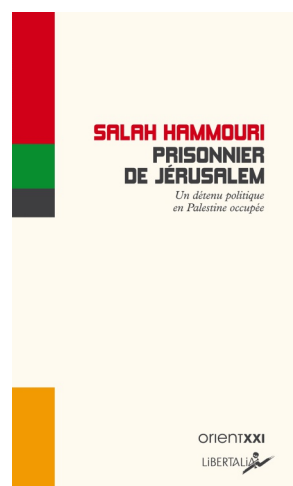
**Sortir de cette spirale mortifère, nécessite une initiative politique internationale d'urgence pour obtenir un cessez le feu immédiat, la libération des otages israéliens (comme des prisonniers palestiniens) et la mise en place d'une force d'interposition et de protection de la population palestinienne.** C'est la seule voie pour instaurer au Proche Orient une paix juste et durable basée sur le droit international, le respect des résolutions de l'ONU et le droit à l'autodétermination. C'est une telle initiative qu'on attend de la France, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, plutôt qu'un soutien inconditionnel au gouvernement de Netanyahu

## Prisonniers au delà de la mort

Les autorités israéliennes d'occupation détiennent 4500 prisonniers vivants et 387 morts. En effet, dans certaines circonstances, comme une peine non terminée, les Israéliens ne rendent pas les corps aux familles. 256 dont 9 enfants sont détenus dans les « cimetières des nombres » (fosses communes utilisant des numéros plutôt que des noms) dans lesquels, les corps, jetés à la va-vite, sont souvent difficilement identifiables. Le plus ancien corps détenu est celui d'une personne décédée en 1980. Par ailleurs, 131 autres corps sont détenus dans les réfrigérateurs des morgues de l'occupation. Depuis 2008, le 27 août est la Journée nationale de récupération des corps des martyrs palestiniens.

## Un détenu politique en Palestine occupée

Né en 1985 à Jérusalem, Salah Hammouri est franco-palestinien. Il a passé plus de dix ans dans les prisons israéliennes, d'abord condamné par un tribunal militaire dans une procédure de « plaider coupable », puis emprisonné sous le régime de la détention administrative (sans inculpation, ni procès). En décembre 2022, le gouvernement israélien a signé l'ordre de déportation de Salah Hammouri vers la France. Dans ce récit poignant, il raconte la vie carcérale des détenus palestiniens et souligne l'importance de la solidarité internationale.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

[contact@ensemble-mouvement.com](mailto:contact@ensemble-mouvement.com)



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt\_ENSEMBLE



mouvement\_ensemble

